

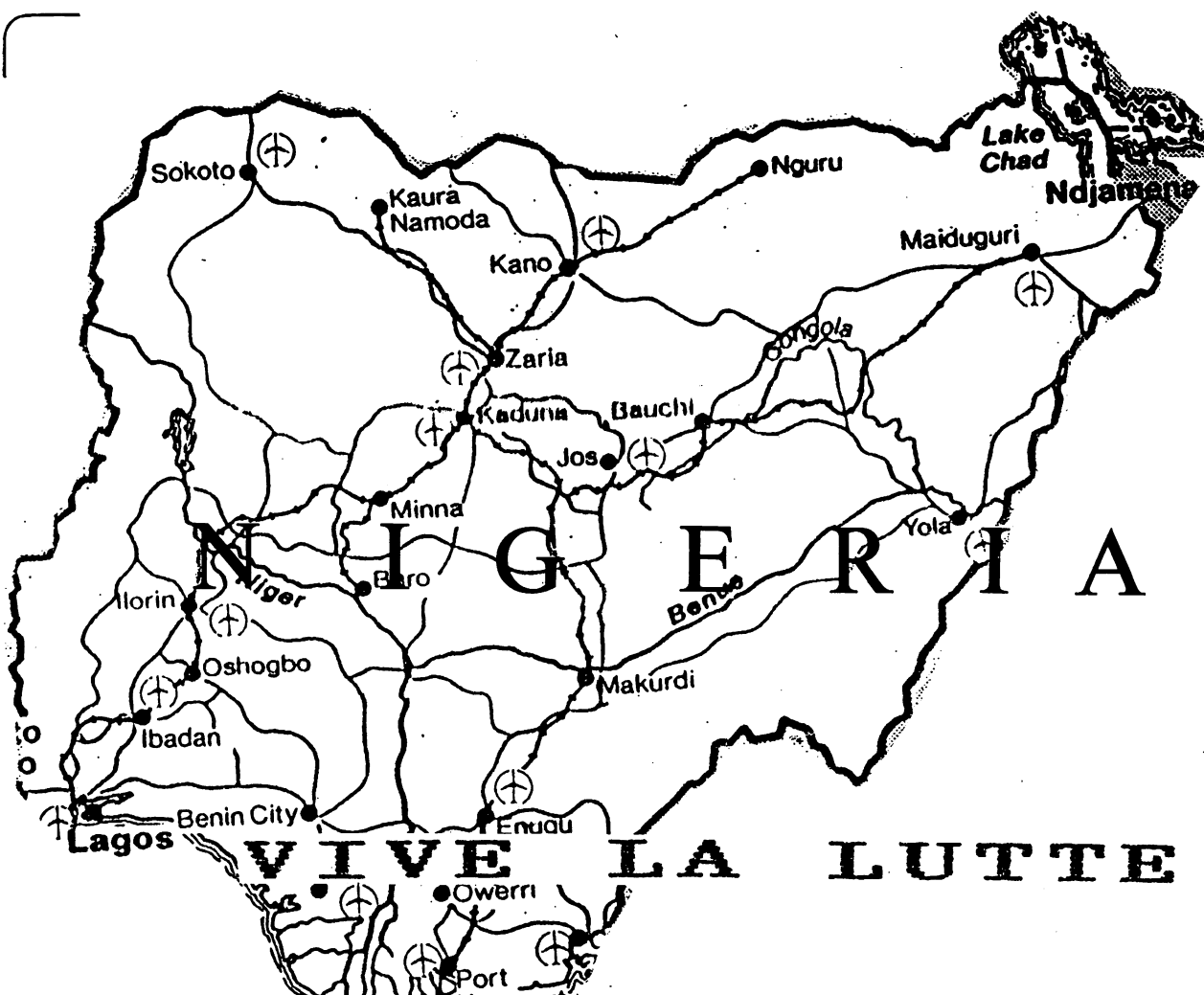
le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 11 SEPTEMBRE 1994 N° 226 PRIX 4 FF



**VIVE LA LUTTE
DES TRAVAILLEURS**

MAIS PAS DERRIERE

ABIOLA

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Page 2

Editorial

Page 4

Rwanda: le prétendu succès de la mascarade humanitaire...

Page 5

Côte d'Ivoire: Droit de vote pour les étrangers?

Page 7

Afrique du Sud: le nouveau pouvoir face aux luttes ouvrières.

Page 10

Sénégal: Une saison chaude pour les dirigeants de l'opposition

Page 12

Les repercussions de la 2ème guerre mondiale...

Page 14

Le Caire: La conférence mondiale sur la population.

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

NIGERIA

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS MAIS PAS DERRIERE ABIOLA

La crise politique qui a éclaté au Nigéria à la suite de l'annulation par les militaires des élections présidentielles de l'année dernière n'arrête pas de s'approfondir. Depuis bientôt plus d'un an, le pays est plongé dans un bras de fer entre, d'un côté, la dictature militaire, dirigée par Babangida, d'abord, Abacha ensuite, et, de l'autre, la "société civile". Les militaires ayant suspendu la constitution, considèrent les résultats des élections comme nuls et tentent désespérément d'imposer l'organisation d'une conférence nationale qui décidera de futures élections. Les partis politiques, les associations des droits de l'homme, des étudiants et les syndicats, quant à eux, considèrent le milliardaire Moshood Abiola, aujourd'hui en prison, comme vainqueur des élections. Ils exigent sa libération et que le pouvoir lui soit remis.

Vagues de protestations, manifestations publiques, différentes grèves, semaines de désobéissance civile se succèdent les unes aux autres. C'est sur toute l'étendue du Nigéria que la contestation s'organise contre le pouvoir des militaires. Les grands centres urbains comme Lagos sont devenus des villes mortes durant plusieurs jours. Les boutiques et les marchés étaient fermés, les transports bloqués.

Le pays est donc paralysé. Son économie notamment est désorganisée. Le secteur pétrolier, poumon de la vie économique, est le plus touché. Alors que dans la sous-région, c'est au Nigéria que traditionnellement les populations des pays voisins viennent s'approvisionner en pétrole et essence, aujourd'hui, ce sont les Nigériens qui vont chercher ces produits au ... Benin, pays qui n'a même pas une raffinerie et où on les trouve moins chers. Cela illustre la désorganisation des réseaux économiques!

Mais ce n'est pas un hasard. Car, ce sont les travailleurs qui sont le fer de lance du camp de l'opposition contre la dictature des militaires. Ce sont notamment les deux principaux syndicats du pays, le puissant syndicat des travailleurs du pétrole et du gaz, NUPENG, et la centrale syndicale nigériane, NLC, qui dirigent pratiquement le mouvement de protestation populaire pour la libération d'Abiola et son investiture comme président de la république. Et la dictature

militaire l'a si bien compris qu'elle a fait de ces deux organisations ses principales cibles. Elle persécute leurs dirigeants à qui elle reproche de faire de la politique. Ce à quoi les syndicalistes répondent que c'est aussi leur droit: "Nous ne pensons pas (comme le gouvernement) que les organisations syndicales ne devraient pas avoir de revendications politiques (...) Nous sommes déterminés à poursuivre la grève jusqu'à ce que nos revendications soient satisfaites par le gouvernement", déclare le secrétaire général du NUPENG.



Le milliardaire Abiola

Face à l'intransigeance, à la détermination des travailleurs de les obliger à quitter le pouvoir, les militaires ont décrété, le 17 août, la dissolution des directions des deux syndicats, suscitant ainsi une vive protestation dans le pays. Des manifestations et des affrontements avec les forces de l'ordre ont eu lieu, notamment à Kaduna, la ville la plus importante du Nord, et à Lagos, la capitale économique. Les directions des deux syndicats ont lancé un appel à leurs principaux responsables pour qu'ils entrent dans la clandestinité et affirmé leur volonté de poursuivre la lutte.

Alors oui, les travailleurs nigériens ont raison de se battre pour leurs revendications politiques, y compris pour obliger le gouvernement à respecter la majorité de la population qui a voté pour Abiola. Ils ont raison de se mobiliser pour les libertés démocratiques. Personne n'a

plus besoin de ces libertés-là que les travailleurs et les masses pauvres. Ils en ont besoin pour se réunir, s'organiser, se défendre contre les riches. Mais ce n'est pas en luttant derrière Moshood Abiola qu'ils pourront y accéder. Car il n'est pas dit que si ce milliardaire arrive au pouvoir, il y ait plus de libertés démocratiques qu'aujourd'hui sous l'ordre des militaires. L'objectif de ce milliardaire, qui s'est enrichi en exploitant des travailleurs après avoir détourné des fonds publics, n'est pas d'en finir avec la dictature, moins avec la misère, mais d'arriver tout simplement au pouvoir avec l'appui de cette même armée pour continuer la même politique au service des gens de sa classe, les bourgeois. Qu'un Abiola, un civil, remplace Abacha, un militaire, ne change rien à l'ordre des choses. C'est Abacha en civil qui remplace un Abiola en uniforme. Ce sera toujours la même dictature des riches, sur laquelle veillera la même caste militaire, la même police, la même gendarmerie, comme un bras armé, contre l'ensemble des pauvres. L'exemple du Bénin, où un militaire, Kérékou, a été battu aux élections par un civil, Soglo, nous en fait la démonstration.

Les travailleurs ont tout intérêt, dès maintenant, à s'organiser indépendamment des bourgeois. Autrement, après le renversement des militaires, les bourgeois leur diront que la lutte est terminée, il faut reprendre le travail. Les travailleurs se trouveront alors politiquement et organisationnellement désarmés, incapables même de défendre les libertés démocratiques gagnées de haute lutte, incapables même de s'opposer aux bourgeois qui inévitablement les trahiront. Car ce que les bourgeois entendent par "libertés démocratiques", c'est la liberté d'exploiter les travailleurs, la liberté pour eux et leurs semblables de se relayer au pouvoir: au gouvernement comme au parlement, tout en maintenant les travailleurs sous la dictature des patrons dans les usines, sans aucun moyen politique de se défendre contre leurs exactions!

Les travailleurs, sans une organisation politique indépendante, se retrouveront impuissants face aux militaires qui chercheront inévitablement à se venger d'eux parce qu'ils auront osé

leur tenir tête, et pourquoi pas, à revenir, par la force, au pouvoir. Après tout, qu'est-ce qui les en empêcherait?

En se battant sous leur propre drapeau, les travailleurs peuvent aussi

pousser la lutte plus loin, ne se contentant pas seulement de soutenir un parti bourgeois, mais en avançant leurs propres revendications en tant que classe opprimée.

RWANDA

LE PRETENDU SUCCES DE LA MASCARADE HUMANITAIRE NE PEUT BLANCHIR L'IMPERIALISME FRANCAIS

La mission "strictement humanitaire" des troupes françaises au Rwanda est terminée. Les soldats de l'impérialisme français ont plié bagage à la date prévue du 21 août.

Dans les instances dirigeantes, les politiciens de la droite se félicitent de la "réussite" de cette mission; ceux qui avaient osé critiqué cette initiative se taisent devant le "succès" de l'opération "turquoise".

C'est en invoquant le prétexte humanitaire que les troupes françaises sont revenues au Rwanda qu'elles n'avaient quitté que quelques mois auparavant, juste à temps pour laisser au régime qu'elles avaient soutenu tout loisir d'organiser les massacres que l'on sait. Il a bien fallu justifier ce prétexte devant l'opinion publique. Alors, devant les caméras complaisants, on a vu des militaires français distribuer des rations d'eau et de nourriture; des parachutistes dressés pour d'autres besognes, se transformer en infirmiers venus secourir les blessés et consoler veuves et orphelins. Mais il faut tout de même remarquer, avec nombre d'organisations humanitaires non gouvernementales, que même pour accréditer le caractère humanitaire de son intervention, la France s'est livrée à plus de cinéma qu'à des

gestes réels. En particulier, les rations distribuées étaient très loin des besoins des réfugiés. Très loin, aussi, des possibilités réelles de la France qui, bon an mal an, détruit ou stocke bien plus de produits alimentaires qu'elle n'en a distribués au Rwanda, pour empêcher les cours de s'effondrer.

Mais surtout, ce sont les mêmes militaires qui pendant trois ans -de 1990 à 1993- avaient soutenu le régime du dictateur assassiné le 6 avril dernier, Juvénal Habyarimana; ce sont ces mêmes militaires qui, pendant trois ans, avaient entraîné et équipé les milices de l'ancien président, celles-là mêmes qui ont perpétré des massacres à l'encontre des Tutsis. Ce sont ces mêmes militaires français qui, par deux fois, étaient intervenus aux côtés des armées de Habyarimana pour empêcher les militaires rebelles du FPR de prendre le pouvoir à Kigali.



Mascarade humanitaire

Même lorsqu'elles sont revenues, sous prétexte humanitaire, les troupes françaises n'ont pas cessé de soutenir l'ancienne dictature, fut-ce de façon plus déguisée et plus hypocrite. Il est notoire que la dite "zone de sécurité", a été surtout une zone pour les dirigeants de l'ancien régime, qui ont pu se replier sous protection, passer le cas échéant au Zaïre - dont le dictateur, Mobutu, est un autre "grand ami de la France" - encadrer la population réfugiée et commencer à se réorganiser pour tenter la reconquête du pouvoir perdu. L'opération "turquoise" n'avait donc pas seulement pour raison d'être de réaffirmer la présence de la France dans ce pays que les dirigeants de l'impérialisme français considèrent depuis le départ des Belges comme leur sphère d'influence et de prétendre laver par la même occasion les mains tachées de sang par trois ans de complicité avec le régime du défunt Habyarimana. C'était aussi une autre façon de prolonger la complicité.

Ce but atteint - montrer aux autres puissances impérialistes que le Rwanda fait partie de sa zone d'influence- les troupes françaises se sont retirées du pays comme prévu. Tant pis si les réfugiés de la "zone de sécurité" seront livrés à eux-mêmes; tant pis si les massacres entre Rwandais reprennent.

Elles ont abandonné les réfugiés et le reste de la population à leur sort comme elles l'avaient fait, sans remord, au moment des massacres.

Certains réfugiés, les Tutsis en particulier, ont prit le chemin du retour. Mais la majorité des réfugiés, méfiants envers le nouveau régime, attendent des garanties. Et cela, malgré les opérations de charme des responsables politiques du FPR qui invitent les réfugiés à quitter les pays voisins et à rentrer au pays.

Les nouveaux dirigeants de Kigali ne valent sans doute pas mieux que ceux qu'ils avaient chassés. Un appareil militaire en a remplacé un autre. Et s'il faut évidemment faire la part de l'intoxication propagée par les tenants du régime chassé, bien des indices montrent que le nouvel appareil au pouvoir n'est guère plus tendre envers ceux qu'il considère comme ses adversaires ou comme des gens susceptibles de servir de base à ses derniers, que ne l'étaient l'ancien appareil. Mais cela n'excuse en rien le parti pris et l'infâmie de l'impérialisme français, tout à fait capable, au demeurant, de s'entendre avec le nouveau régime, si ce dernier se révèle stable et s'il ne trouve pas de nouveaux protecteurs du côté des puissances anglo-saxones.

COTE D'IVOIRE

DROIT DE VOTE POUR LES "ETRANGERS" OU PAS CE QUI COMPTE, C'EST L'UNION DE TOUS LES PAUVRES

C'est en 1995, donc dans un an seulement que l'élection présidentielle aurait lieu. Mais depuis plusieurs semaines, autour de la question du "vote des étrangers", une polémique oppose déjà les deux principaux partis, le PDCI et le

FPI.

D'un côté, le PDCI, par la voix de son secrétaire général, affirme que son seul souci est "intégrationniste" (c'est-à-dire la prétendue intégration de la sous-

région) et assure que "voteront tous ceux qui seront en règle pour voter, conformément à la loi électorale" dont "la décision appartiendra au législateur, c'est-à-dire à l'assemblée nationale". De l'autre, le FPI invoque la constitution pour répondre que le droit de vote est réservé exclusivement "aux seuls nationaux" et que faire voter les étrangers, c'est les exposer "à la vindicte populaire".

Dans cette discussion, le PDCI a beau jeu de se présenter comme un parti qui ne chercherait qu'à faire avancer l'unité de la sous-région. Mais ce discours démagogique ne trompe personne. Le PDCI, tout comme le FPI, se moque de l'unité sous-régionale. Pour le PDCI, le droit de vote accordé aux ressortissants de la CEDEAO n'a pas constitué, jusque-là, en rien, un risque pour son maintien au pouvoir. Bien au contraire. Alors pourquoi changer une politique qui permet de paraître à bon compte "progressiste" ?

En effet, pendant la période où le café et le cacao se vendaient bien et qu'il y avait un début d'industrialisation relative dans ce pays, cela a attiré bon nombre de travailleurs de la sous-région. Tous ces travailleurs qui, depuis des années, ont réussi à vivre en faisant des travaux divers, souvent durs et mal payés, savent qu'il vaut mieux essayer de survivre là où ils sont, plutôt que de retourner dans leur pays d'origine, parfois plus pauvres. Ils ont probablement peur qu'avec l'arrivée d'un autre parti au pouvoir, ils risquent de faire les frais d'une politique démagogique, consistant par exemple à les rendre responsables de la crise économique et à les expulser, comme le Nigéria l'a fait en 1983.

Alors, après avoir mis cette main-d'oeuvre immigrée bon marché au service des riches, après avoir "remercié" les travailleurs immigrés par des attaques brutales telles que

le paiement annuel de la carte de séjour, le PDCI se sert d'eux comme une masse de manoeuvre dans sa politique électorale.

Le FPI, quant à lui, apparaît comme un adroit minable, constamment sur la défensive, n'hésitant pas à user des arguments xénophobes, à peine dissimulés sous le voile constitutionnel. En protestant contre le vote des "étrangers", le FPI n'agit pas par simple respect de la légalité. En fait, il a peur que ceux-ci ne votent en majorité pour le parti adverse, ce qui est un aveu, une façon de reconnaître que, tout compte fait, la plupart des travailleurs non ivoiriens font moins confiance au FPI qu'au PDCI.

Pour un parti qui se dit de gauche, on devrait s'attendre à ce qu'il ait une position plus courageuse que le PDCI et qu'il reconnaisse le droit de vote -comme un droit élémentaire- à tous ceux qui vivent et travaillent dans ce pays. Mais non. Le FPI préfère se cacher derrière la constitution qui n'est qu'un chiffon de papier dont les gouvernants ne se servent que quand il n'est pas nécessaire de la violer.

Cela dit, les pauvres de ce pays -Ivoiriens ou pas- auraient tord de croire qu'il y a quelque chose de bon pour eux dans la politique de ces partis. Qu'ils aient tous ou non le droit de vote ne changerait rien dans leurs conditions de vie comme l'ont montré toutes les élections auxquelles ils ont prit part. Laissons les partis au service des riches discuter du jeu électoral pour savoir quel est le meilleur pour gagner les élections de l'année prochaine. Pour les travailleurs, la seule chose qui peut leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie, de travail, c'est la lutte. Et pour ça, la discrimination entre les pauvres n'a aucun sens. Il faut l'union de tous.

AFRIQUE DU SUD

LE NOUVEAU POUVOIR FACE AUX LUTTES DE LA CLASSE OUVRIERE

Depuis le début de juillet jusqu'à la mi-août l'Afrique du sud a connu une série de grèves importantes. Cette vague de grèves est la plus importante qu'ait connue ce pays depuis 1987. La différence c'est qu'aujourd'hui c'est un gouvernement à majorité noire dirigée par Mandela et l'ANC qui se trouve en face des revendications de la classe ouvrière.

Début juillet, quelque 15 000 employés de la chaîne de supermarché Pick'n Pay se mettent en grève pour réclamer des augmentations de salaires, l'abolition de toute discrimination raciale sur les lieux de travail et la promotion des Noirs au sein de l'entreprise. Tout comme les tenants de l'apartheid le faisaient jadis, le nouveau gouvernement a utilisé le langage de la répression contre les employés en grève. Des chiens policiers ont été lâchés sur les manifestants pendant que les policiers tentaient de les disperser par des tirs de balles de caoutchouc et des coups de matraque. 800 personnes ont été arrêtées à la suite de ce conflit qui dura trois semaines et qui se termina par un accord conclu entre la direction de Pick'n Pay et le SACCAWU (syndicat des travailleurs du commerce, de la restauration et associés) auquel appartient la majorité des employés de la chaîne.

Cette image de manifestants poursuivis par des chiens et des policiers en arme rappelle tristement le régime de l'apartheid. Cela se passait pourtant alors que Mandela n'avait pas encore fêté ses 100 jours au pouvoir. En homme d'Etat responsable des intérêts de la bourgeoisie, il a pris position contre les grévistes de Pick'n Pay

en déclarant : "Il ne saurait y avoir d'excuse pour la violence qui va effrayer les investisseurs", alors que la violence était du côté des forces de l'ordre au service des mêmes patrons.

Fin juillet, c'est le plus grand complexe touristique de l'Afrique du Sud, employant 3500 personnes qui se trouvait paralysé par la grève. Deux semaines après, à la mi-août, à l'appel de la NUMSA (syndicat national de la métallurgie), ce sont les 25 000 ouvriers du secteur de l'automobile qui se mettaient en grève. Ils réclamaient une augmentation de salaires de 15%, la suppression des inégalités économiques entre Noirs et Blancs dans l'industrie de l'automobile, et l'instauration de programmes de formation professionnelle pour accélérer l'avancement des Noirs.

Cette vague de revendications a aussi touché le secteur des mines où des débrayages ont eu lieu dans plusieurs sites, touchant 200 000 travailleurs. Une grève générale aurait été évitée de justesse dans la province de Prétoria-Witwatersrand-Vereeniging (où sont concentrés 70% des activités industrielles de l'Afrique du Sud) à cause de la suspension, par le COSATU (le plus important syndicat) du mot d'ordre de grève qui avait été lancé pour soutenir la lutte des employés de Pick'n Pay.

Visiblement ce mouvement de mécontentement, en tout cas par son ampleur, a surpris les tenants du pouvoir qui se croyaient encore en "état de grâce". C'est ainsi que peu

de temps avant, le vice président de l'ANC, Walter Sisulu, déclarait tranquillement : "La révolution terminée, l'état de grâce que nous vivons aujourd'hui n'est-il pas merveilleux ?". Espérons que la classe ouvrière qui a été le fer de lance de la lutte contre l'apartheid, saura défendre ses intérêts contre la même bourgeoisie protégée cette fois-ci par un gouvernement dirigé par ceux qui, hier encore étaient pourchassés par les tenants de l'ancien pouvoir. Espérons que cette classe ouvrière saura faire trembler ceux qui, comme Walter Sisulu, ont profité de la lutte des pauvres pour parvenir au pouvoir et qui voudraient que l'"état de grâce" se poursuive très longtemps afin qu'ils puissent goûter à leur tour aux privilèges du pouvoir.

Mais derrière leur joie d'être parvenus au pouvoir après des années de lutte de la population pauvre se cache aussi leur crainte de cette même population, plus particulièrement de la classe ouvrière. Tous ces politiciens savent en effet que tout ce qu'ils avaient promis avant d'arriver au pouvoir n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. Tôt ou tard les travailleurs allaient leur demander des comptes. A l'approche de leur arrivée au pouvoir ils ont commencé à changer de langage. Et dès le premier conflit important entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, ils ont instinctivement trouvé la politique de tout gouvernement bourgeois à l'égard du prolétariat en lutte.

C'est ainsi aussi que Mandela n'a même pas jugé nécessaire de commémorer en juin dernier, l'anniversaire du soulèvement de Soweto en 1976 (au cours duquel il y avait eu des milliers de morts et de blessés) qui était jour férié pour les Noirs malgré son interdiction, à l'époque, par le régime d'apartheid.

Dans la lutte contre

l'apartheid, des dizaines de milliers de Noirs se sont sacrifiés. Malgré les répressions barbares, les luttes souvent sanglantes, n'ont pas cessé. Et c'était ces luttes qui ont convaincu les classes possédantes de la nécessité de démanteler - sous leur contrôle - l'apartheid, avant qu'il ne soit trop tard. Maintenant, tout ce que demande Mandela aux populations noires pauvres, c'est qu'elles se remettent au travail, alors que rien n'a changé dans leurs conditions de vie. C'est ainsi que, dans une interview accordée à un journal, au mois d'août, il déclarait : "Il faut maintenant "se serrer la ceinture" pour parvenir à doubler la croissance du pays".

Pour lui et l'ANC, la lutte est terminée. Les perspectives qu'ils proposent à la population pauvre ne sont pas fondamentalement différentes de celles de leurs prédécesseurs. Il s'agit pour eux de faire fonctionner l'économie capitaliste, et pour cela, en Afrique du Sud comme ailleurs, il faut que la population se "serre la ceinture".

Le programme de ce parti se résumait en : "un pays, un peuple". Et ça c'est un mensonge destiné à tromper les pauvres. Car dans n'importe quel pays il n'y a pas un "peuple", mais il y a ceux qui ont tout et ceux qui n'ont rien. Il y a les exploités et les exploités. La politique de l'ANC au pouvoir, rappelée par Walter Sisulu, consiste à dire : "il va falloir réconcilier la nation. Notre destinée est de vivre tous ensemble... Nous devons continuer à rassurer la minorité blanche qui risque de se sentir menacée".

Cette politique est une tromperie. Car cela revient à laisser les riches profiter seuls des richesses pillées, volées depuis des siècles au détriment des populations noires pauvres. Cela revient à dire à celles-ci, surexploitées, de continuer à travailler pour l'enrichissement des

patrons et fermiers riches, alors qu'elles n'ont pas le minimum pour vivre dans des conditions décentes. Cela revient à dire aux Noirs pauvres de continuer à croupir dans les taudis de Soweto et autres, sans eau courante, sans électricité, sans rien.

Ce n'est pas une question de couleur de peau. C'est une question sociale. Et c'est là où la lutte contre la ségrégation raciale, absolument légitime, y compris et surtout du point de vue des intérêts des classes exploitées, recelait en même temps un piège pour ces dernières. Car la ségrégation raciale avait recouvert en grande partie mais surtout, avait caché une autre ségrégation, plus enracinée encore dans les structures fondamentales de la société, la ségrégation sociale, l'opposition fondamentale entre la minorité capitaliste et la majorité prolétaire.

L'infâmie de l'apartheid était telle qu'il aurait fallu au prolétariat sud-africain un degré de conscience de classe qui n'existe en cette période de recul de la conscience ouvrière nulle part dans le monde ; il aurait fallu un parti ouvrier révolutionnaire capable de se battre contre l'oppression raciale mais au nom de la lutte de classe, pour que la nécessaire lutte pour abattre l'apartheid ne masque

pas mais au contraire, éclaire la lutte de classe.

Alors, ce que l'on peut souhaiter, maintenant que le régime d'apartheid ouvert n'est plus là pour cacher la réalité sociale, c'est que la classe ouvrière sud-africaine sache continuer le combat, et cette fois, sous le drapeau de l'émancipation sociale.

Cette classe ouvrière est puissante, pas seulement par son poids numérique mais aussi par sa combativité remarquable. Elle a de longues traditions de luttes. Pour l'essentiel, c'est sa lutte qui a fait trembler les bourgeois et les a obligés à mettre fin à l'apartheid. Mais ce qui a manqué à cette classe ouvrière c'est une organisation politique, révolutionnaire et indépendante. La conscience de ses intérêts vitaux pour son avenir mais aussi pour l'avenir de tous les pauvres pourraient resurgir de cette nouvelle expérience que la classe ouvrière est en train de vivre. Et l'ANC, par sa politique qui ne défend que les intérêts des riches, est peut-être en train de l'aider dans ce sens. L'"état de grâce" dont se réjouit la bourgeoisie pourrait alors bien durer moins longtemps qu'elle pense et se transformer en un coup de grâce.

SENEGAL

UNE SAISON CHAUDE POUR LES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION

La situation politique était très agitée ces derniers mois. Un certain nombre de dirigeants étaient emprisonnés. C'est le cas, entre autres de A. Wade, Landing Savané et quelques uns de leurs compagnons accusés, semble-t-il, d'avoir organisé les manifestations contre la dévaluation du Franc CFA au cours desquelles il y a eu des morts lors des affrontements avec la police.

Ces prisonniers étaient obligés de faire la grève de la faim pendant plusieurs jours pour exiger leur jugement et leur mise en liberté. Devant le danger de mort qui les menaçait, le gouvernement de Diouf a été obligé de les libérer en avançant des raisons humanitaires.

Patatras, au mois d'Août, le tribunal de Dakar a prononcé un non lieu pour les cas de Wade et de Savané.

En réalité, le gouvernement savait fort bien que le dossier était vide et que la révolte de février dernier contre la dévaluation du CFA était surtout une révolte spontanée, même si elle avait l'air d'être une manifestation organisée.

Diouf, pour se racheter, négocie dans les coulisses avec les dirigeants de l'opposition pour, à nouveau, former un gouvernement d'union nationale comprenant le PDS et d'autres partis d'opposition. Il n'est pas impossible que dans les mois à venir des dirigeants de l'opposition, y compris Wade et Savané acceptent des postes ministériels. En effet, ces derniers n'ont pas de scrupules pour gouverner avec Diouf et ses sous-fiffres comme Wade et d'autres de ses compères l'avaient déjà fait précédemment. Et cela ne devrait pas étonner les travailleurs car il n'y a pas de différence entre ces gens-là.

MALI

LES SOINS NE SONT PAS A LA PORTEE DE TOUS

En juillet dernier, des choses révoltantes se sont produites à l'hôpital de Kayes-Plateau. Deux personnes se sont présentées, une fillette et un adulte, tous deux gravement malades. Après la consultation, les médecins ont, comme d'habitude, délivré des ordonnances. Les familles doivent payer les médicaments nécessaires

aux soins avant l'hospitalisation des malades. Ces médicaments comprenaient des anti-biotiques, du sérum, des seringues, du coton, du sparadra, etc... Devant l'énormité de la somme, la famille de cette fillette qui n'a même pas de quoi s'acheter des condiments pour sa nourriture a dû rebrousser chemin. La fillette est décédée en cours de

route. Le deuxième malade a été sauvé de justesse car un membre de sa famille a pu acheter tous les médicaments. Telle est la situation quotidienne dans tous les hôpitaux du Mali.

Les riches, les privilégiés et les gouvernants, eux, quand un membre de leur famille est malade, il est soigné sérieusement sur place quand ce n'est pas grave, sinon il

est envoyé en urgence en France aux frais des contribuables. Pendant ce temps-là, la population pauvre meurt de maladie et de misère. C'est vraiment révoltant.

A l'aube du 21ème siècle, avec tous les progrès techniques et les découvertes scientifiques, il y a encore des gens qui meurent de la misère et des maladies qui sont souvent bénignes.

IMMIGRATION

QUAND PASQUA FAIT DU ZELE

Au début du mois d'août, Pasqua, comme d'habitude, a fait un coup spectaculaire pour bien marquer son rôle de ministre de l'intérieur à poigne.

Sous prétexte de traquer une organisation islamique qui aurait menacé de porter en France les actions terroristes du FIS d'Algérie, Pasqua a lancé des opérations de contrôles policiers dans la plupart d'endroits où les travailleurs maghrébins ont l'occasion de se trouver. A Paris, c'est dans le métro, les carrefours où circulent les immigrés. Il s'est servi de la presse et de la télé pour bien médiatiser son opération musclée.

Certes, tout ce cinéma n'a pas abouti à l'arrestation des militants du FIS en flagrant délit d'attentat en France.

Mais les milliers de policiers mobilisés lui ont permis d'une part, de mener sa campagne anti-immigrés et d'épingler au passage quelques étrangers en situation irrégulière et, d'autre part, d'arrêter une vingtaine de sympathisants du FIS ou supposés tels. Ces derniers ont dû être assignés à résidence forcée à la caserne de Folembay pendant trois semaines avant d'être expulsés

vers le Burkina-Faso de manière arbitraire.

Quant aux autres dirigeants français ils font de la démagogie en faisant semblant de s'indigner de la situation de guerre civile dans laquelle l'Algérie s'enfonce, de l'absence des libertés démocratiques, de la dictature dans laquelle est maintenue la population de ce pays. Et sous prétexte d'empêcher que les actions terroristes se propagent en France, les autorités françaises font régner au sein de la population maghrébine un sentiment d'insécurité. En fait le gouvernement français prend en otage les immigrés maghrébins, en réaction à la situation en Algérie.

En effet, en Algérie, le clan au pouvoir, uneunte militaire appuyée par la bourgeoisie affairiste, mène une politique de dictature armée en enfonçant la population dans la misère. Il prétend protéger la population contre la menace d'un pouvoir islamiste.

Les dirigeants du FIS, eux et leurs bandes armées islamistes, veulent conquérir le pouvoir en utilisant le sentiment de désespoir des algériens pauvres vers des actions terroristes. Les uns comme

les autres n'ont nullement l'intention de libérer les pauvres de ce pays ni de l'oppression, ni de l'exploitation ni de la misère.

Les dirigeants actuels de l'Algérie se maintiennent au pouvoir par une dictature féroce, les islamistes veulent y parvenir par des actions terroristes au détriment de la population.

En fait, dans cette affaire, le gouvernement français se moque de la population algérienne, du manque de démocratie et de la misère. Les dirigeants de l'impérialisme français en tant que dirigeants de l'ancienne puissance coloniale sont mal placés pour donner des leçons de "démocratie" aux autres. Les Mitterrand et autres politiciens et généraux qui sont à la tête de ce pays sont presque les mêmes que ceux qui, hier encore, à l'époque où le peuple algérien se battait pour son indépendance, avaient dirigé la sale guerre coloniale.

L'Etat impérialiste français se soucie aussi peu aujourd'hui des coups donnés aux classes exploitées par le terrorisme d'Etat des militaires au pouvoir ou par le terrorisme des islamistes que lorsque ces coups avaient été portés par ses propres parachutistes

tortionnaires. Il est tout à fait capable de s'accomoder d'un pouvoir islamiste ou d'un compromis entre les militaires et les islamistes. S'il se méfie de ces derniers, c'est parce qu'il a eu moins l'occasion de mesurer leur sens de responsabilité, leur "compréhension", vis à vis des intérêts français en Algérie, c'est-à-dire, vis à vis des intérêts de la bourgeoisie française. En outre, le climat entretenu par l'opposition armée entre deux appareils en compétition pour le pouvoir, n'est évidemment pas propice aux affaires. Mais si cette compétition en elle-même peut gêner la bourgeoisie française, comme d'ailleurs la bourgeoisie algérienne, son issue ne pourrait être en aucun cas favorable aux exploités. Dictature militaire d'un côté, dictature des barbus de l'autre, ce sera de toute façon une dictature avant tout sur la classe ouvrière et sur les couches pauvres.

Ce qui se passe en Algérie concerne tous les travailleurs, immigrés ou pas. Parce que les travailleurs algériens qu'ils côtoient dans les usines, dans les chantiers sont directement ou indirectement touchés. Les ouvriers, les travailleurs d'ici et d'ailleurs qui ont les mêmes intérêts doivent être solidaires de leurs camarades de classe algériens.

LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE ET SES REPERCUSSIONS SUR LES COLONIES D'AFRIQUE

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement français n'arrête pas d'organiser de multiples festivités pour commémorer la "libération de Paris". Militaires et patriotes en tous genres n'en finissent pas de parader. A cette occasion il faut rappeler quelles furent les causes de cette boucherie impérialiste et surtout ses conséquences pour le continent africain sous domination coloniale.

Le Traité de Versailles ou le nouveau partage du monde

L'impérialisme allemand vaincu lors de la première guerre mondiale signa en juin 1919 le traité de Versailles qui lui fut imposé par ses concurrents victorieux. Le traité consacrait la perte de nombreux territoires en Europe : 88.000 Km² (un septième de son territoire) et 8 millions d'habitants (un dixième

de sa population).

Son empire colonial fut également confisqué par les concurrents vainqueurs. C'est ainsi que sur le continent africain la France et l'Angleterre se partagèrent les anciennes colonies allemandes. Le Japon (également victorieux aux côtés des Alliés, reçut les concessions allemandes de Chine et du Pacifique, etc...

Les colonialistes vainqueurs, qui pourtant ne manquaient pas de férocité envers les peuples colonisés, pratiquant l'oppression et la rapine, ont eu le culot de justifier leur confiscation par le fait qu'à leurs yeux l'Allemagne n'avait plus le rang parmi les "nations civilisatrices".

Hitler a réussi à enrôler sous l'uniforme nazi la petite bourgeoisie ruinée par le grand capital et par la crise économique mondiale de 1929. Il promettait pour le compte du grand capital la réhabilitation de la "Nation" et de la "race allemande". Lorsqu'en 1933 il accéda au pouvoir, il ne pouvait conduire le peuple allemand et le monde entier qu'à une nouvelle guerre.

L'effort de guerre imposé aux colonies françaises

La ponction en hommes déjà douloureusement effectuée en Afrique lors de la première guerre mondiale fut à nouveau répétée pour la seconde par l'impérialisme français. 200.000 hommes furent enrôlés dans les colonies d'Afrique; 25.000 seulement en survivront.

En plus de "l'impôt de sang", les paysans africains devront régler "l'effort de guerre", c'est-à-dire les réquisitions de matières premières. C'est ainsi qu'en 1943-44, les autorités liées à la France Libre (c'est-à-dire à De Gaulle) ponctionnaient durement les colonies : fourniture de grains, de bétail, collecte de caoutchouc et de Karité,

etc...

Comme le proclamait un général nommé "Le gentilhomme" (sic) gouverneur de Madagascar : "il y a obligation pour les populations indigènes de contribuer à la guerre par une discipline restaurée, par l'accroissement du rendement de la main d'oeuvre, par une production portée à son maximum". Les territoires français furent soumis à une série d'"emprunts": l'emprunt Africain, "l'Aide à la Résistance", la souscription pour les prisonniers et les déportés, la souscription pour "le milliard", etc...

A tout cela s'ajoutait l'impôt de capitation fixé à 10 F par tête. Beaucoup de villageois prirent la fuite.

Dans les villes, le mécontentement s'est exprimé par les canaux syndicaux. Une dizaine de syndicats de travailleurs africains déposèrent leurs statuts en 1944. Malgré l'Etat de guerre, ils revendiquèrent sous menace de grève la fin du blocage des salaires.

Un certain nombre de revendications faisaient l'unanimité: suppression de l'indigénat, développement de la scolarité, égalité des droits et des salaires avec les Blancs.

De la circulaire Eboué...

Félix Eboué, un Antillais gouverneur du Tchad a été le premier gouverneur à se rallier à De Gaulle. En 1941 il préparait, à l'usage des responsables de la politique coloniale une circulaire sur la "politique indigène": "Il y a un chef désigné par la coutume, il doit être reconnu". La circulaire s'occupait aussi de la création de communes dirigées par des Africains et des tribunaux coutumiers à juge Africain. Eboué voulait également que les "nobles évolués" soient exempts de sanction de la police. Il en appela à De Gaulle qui signa le décret le 29 juillet 1942.

...à la conférence
de Brazzaville.

De Gaulle avait sans doute compris que pour ne pas être devancé par les échéances de l'histoire, la politique coloniale française devait sans doute être révisée quelque peu. Une conférence fut ainsi convoquée à Brazzaville (du 30 janvier au 8 février 1944) qui regroupa des gouverneurs des colonies pour une nouvelle mise à jour. Selon son commissaire aux colonies, il fallait "élever les Africains à la responsabilité dans le cadre et par le progrès de leurs coutumes et de leurs institutions propres". Mais ce programme aussi flou et timoré fut-

il, a suscité l'opposition des gouverneurs élevés dans la religion de l'"Assimilation républicaine" chère au régime de Vichy.

Toutefois, quelques mois plus tard les colonialistes français trouveront un nouveau nom pour leur empire colonial : "l'Union Française".

Le nouveau gouvernement ne sera qu'une continuation de son prédécesseur de Vichy. Les peuples d'Indochine, de Sétif en Algérie, de Madagascar, etc.. auront à payer par le sang leur aspiration à plus de droit de la part du gouvernement de la France dite "libérée".

LA CONFERENCE MONDIALE DU CAIRE

POUR L'AVENIR DE L'HUMANITE, LA VRAIE QUESTION C'EST CELLE DE LA DISPARITION OU NON DU CAPITALISME

La conférence mondiale sur la population qui s'est tenue du 5 au 13 septembre au Caire en Egypte est plutôt un aveu d'impuissance de l'ONU et des pays impérialistes face à la démographie mondiale. Ce qui a été relevé par la grande presse, c'est la position commune du Vatican et des pays islamistes en ce qui concerne l'avortement et les moyens de contraception. Il est vrai qu'en matière d'archaïsme réactionnaire, les tenants de ces deux grandes religions se valent. Les uns et les autres se disent soucieux de l'avenir de la population de cette planète mais tous soutiennent sans vergogne cette même société capitaliste qui entraîne inexorablement le monde entier vers la catastrophe.

Dans vingt ans, la population mondiale qui est aujourd'hui estimée à 5,7 milliards pourrait atteindre les 10 milliards. C'est un faux débat que de vouloir chercher l'avenir de l'humanité dans les méthodes contraceptives ou dans la limitation des naissances par le

droit à l'avortement. Bien sûr que les révolutionnaires soutiennent la lutte des femmes pour le droit d'avorter ou de pratiquer des méthodes contraceptives et que ces moyens soient accessibles à tous. Les curés et les mollahs qui s'y opposent défendent les idées réactionnaires que nous combattons.



Mais la vraie solution pour l'avenir de l'humanité ne se trouve pas là. Même avec ses capacités actuelles, l'humanité, si son économie fonctionnait sur la base de la satisfaction des besoins du grand nombre, est capable d'éradiquer très rapidement les maux tels la malnutrition, l'analphabétisme, la misère. La terre est suffisamment grande pour que des milliards d'habitants supplémentaires viennent agrandir sa population.

Faudra-t-il qu'un jour l'humanité maîtrise sa démographie. Sans doute. Comme il faudra qu'elle maîtrise, contrôle et planifie ses capacités productives. Et les deux sont liés.

Contrairement à ce qu'affirment les imbéciles, même bien intentionnés, la misère ne résulte pas de l'augmentation rapide de la population mondiale. C'est l'augmentation rapide de la population qui résulte de la misère. Ce n'est pas pour rien que les sociétés les plus riches et en leur sein, les couches sociales privilégiées et éduquées, ne connaissent guère les familles nombreuses ni une démographie galopante.

Le choix de l'humanité ne se

limite pas à l'alternative entre les stupidités réactionnaires des curés et des mollahs d'un côté, ou le cynisme voulu ou inconscient de ceux qui voudraient imposer aux classes pauvres des pays pauvres un contrôle des naissances imposé d'autorité, tout en laissant sans contrôle l'économie, laissant les lois aveugles du marché et la recherche du profit aggraver sans cesse la différence entre riches et pauvres, pays développés et pays sous-développés.

Il est vital pour l'humanité que l'économie de marché, c'est-à-dire, l'anarchie capitaliste, soit remplacée par un système planifié à l'échelle du monde, contrôlant les ressources naturelles, fonctionnant selon des choix conscients et démocratiquement décidés et non en fonction des profits privés de quelques uns.

Lorsque l'économie fonctionnera sur des bases rationnelles, lorsque l'humanité sera sortie de la misère matérielle, culturelle, morale qui est imposée aujourd'hui à la majorité ; lorsque la collectivité contrôlera consciemment son activité économique et sa vie sociale, elle n'aura aucun mal à contrôler, sans contrainte, sa démographie.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.